

PROCES-VERBAL du CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N° 387
VENDREDI 31 JANVIER 2025 à 18h30
A la Communauté de Communes de la Vallée de Villé

Nombre de Conseillers Elus : 35
Conseillers présents : 29
Absent excusé et représenté : 5
Absent excusé non représenté : 1

Secrétaire de séance : Frédéric STOCKER

Sous la présidence de Monsieur Serge **JANUS**, Président,

Assisté des Vice - Présidents :

MM. Alain **MEYER**, Emmanuel **ESCHRICH**, Bernard **SCHMITT**, Jean-Pierre **PIELA**, Lionel **PFANN**.

ETAIENT PRESENTS :

Mmes Dominique **HERRBACH**, Yvette **WALSPURGER**, Monique **HOULNE**, Françoise **BURGER**.
MM. Fabien **DOLLE**, Charles **FAHRLAENDER**, Régis **GUNTZ**, Joffrey **DAVID**, Daniel **ANCEL**,
Bernard **WOLFF**, Fabien **DIGEL**, Alexandre **KRAUTH**, André **MULLER**, Jean-Marc **WITZ**,
Jean-Philippe **HOLWEG**, Frédéric **STOCKER**, Patrick **BUHL**, Xavier **GARRE**, Gérard
DEBAUCHEZ, Alain **KAMMERER**, Abel **MANGEOLLE**, Jean-Pierre **ALDOSA**, Gilles
GENTILE.

ETAIENT EXCUSES :

M. Frédéric **BIERRY**, Président de la Collectivité européenne d'Alsace,
Mme Estelle **BURGUN**, Déléguée de la Direction Générale du Territoire Centre Alsace de la CeA
Mme Marie-Line **DUCORDEAUX** donne procuration à M. Fabien **DOLLE**,
M. Christian **HAESSLER** donne procuration à M. Bernard **WOLFF**,
Mme Marie Odile **UHLERICH** donne procuration à Mme Yvette **WALSPURGER**,
M. Thierry **DIETZ** donne procuration à M. Alexandre **KRAUTH**,
M. Christian **HEIM**,
Mme Christine **MEYER** donne procuration à M. Gilles **GENTILE**.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

M. Alexandre **GUTH**, invité de la Commune de BREITENAU,
M. Serge **LEHMANN**, invité de la Commune d'URBEIS,
M. Thierry **FROELICHER**, Directeur Administratif et de l'Evolution du Territoire,
Mme Aline **ANCEL**, Service Ressources Humaines et Finances.
La Presse : Lucienne **FAHRLAENDER**

III) URBANISME

2.) Approbation de la Révision Allégée N°1 du PLUi

La procédure de révision allégée n°1 du PLUi a été engagée afin de permettre des aménagements nécessaires à l'extension de l'Entreprise Bürkert, acteur économique majeur du Territoire. Il s'agit notamment de la création d'une voirie complémentaire pour desservir les nouveaux bâtiments situés sur les bans communaux de Triembach-au-Val et Saint-Maurice.

Aujourd'hui classée en zone A du PLU, une partie du site à l'ouest de l'Entreprise Bürkert d'environ 84 ares nécessite un reclassement en UX permettant de créer la voirie complémentaire mentionnée plus haut. La même superficie au sud de l'entreprise actuellement classée en UX est reclassée en A. Enfin, une orientation d'aménagement et de programmation est créée pour encadrer les nouveaux aménagements.

A titre de rappel, cette procédure fait l'objet d'une évaluation environnementale.

La concertation avec le public s'est déroulée entre Décembre 2023 et Mars 2024.

Par ailleurs, le dossier de la révision allégée n°1 a été présenté aux Personnes Publiques Associées (PPA) lors de la réunion d'examen conjoint du 08 Juillet 2024.

Il a ensuite été soumis à enquête publique du 30 Septembre 2024 au 30 Octobre 2024. Le commissaire enquêteur a tenu 3 permanences au siège de la Communauté de Communes de la vallée de Villé ; le dossier d'enquête publique était consultable au siège de la Communauté de Communes de la vallée de Villé et sur internet. Le commissaire enquêteur a recensé six observations du public, qu'il a analysées avant d'émettre un avis favorable au projet de révision allégée n°1 du PLUi assorti d'une réserve et d'une recommandation.

Suite à l'enquête publique, il est encore possible d'apporter des adaptations au projet de révision allégée n°1 du PLUi, pour répondre aux avis et observations sans remettre en cause l'économie générale de la modification.

Le détail des avis et observations recueillis, ainsi que les réponses proposées, figurent dans le tableau joint en annexe.

En particulier, il est envisagé de répondre à la réserve du commissaire enquêteur de la façon suivante : engager des réflexions relatives au reclassement en N ou A de tout ou partie de la zone « rouge clair » du Plan de Protection des Risques d'Inondation (PPRI) du Giessen, en concertation avec l'Entreprise Bürkert, dans le cadre de la mise en compatibilité du PLUi avec le SCOT révisé.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la révision allégée n°1 du PLUi.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses Articles L.153-33, L.153-21 et suivants, L.153-33, R.153-20 et R.153-21 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de Sélestat et sa Région approuvé le 17/12/2013, mis en compatibilité le 28/06/2016, modifié le 04/06/2019 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 12/12/2019 ;

Vu la Délibération du Conseil Communautaire en date du 24/11/2023 arrêtant les modalités de collaboration entre la Communauté de Communes de la vallée de Villé et ses Communes membres pour les procédures d'évolution du PLUi ;

Vu la Délibération du Conseil Communautaire en date du 24/11/2023 prescrivant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, précisant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation ;

Vu la Délibération du Conseil Communautaire en date du 28/03/2024 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint en date du 08/07/2024 ;

Vu l'Arrêté en date du 27/08/2024 prescrivant l'enquête publique unique relative à la révision allégée n°1 et à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu le dossier d'enquête publique ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Entendu l'exposé du Président,

Considérant que les résultats de l'enquête publique justifient les changements du projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tels qu'exposés et présentés dans le tableau joint en annexe ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité :

DECIDE :

• D'apporter les changements suivants au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal soumis à enquête publique, conformément au tableau joint en annexe :

- **De compléter l'OAP sur le modèle des autres avec :**
 - **Des éléments écrits complémentaires relatifs au périmètre, à la surface, à la programmation et aux principes d'aménagement (insertion paysagère et architecturale, desserte et organisation viaire et mesures d'intégration environnementale).**
 - **Des évolutions dans les intitulés de la légende du schéma d'aménagement.**
- **De compléter la note de présentation en ajoutant les compléments d'information et de diagnostic fournis par l'entreprise**
- **De faire évoluer le zonage en supprimant l'aplat relatif à « l'espace contribuant aux continuités écologiques » sur l'emprise de l'entreprise située en zone UX.**

• D'approuver la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal conformément au dossier annexé à la présente.

DIT QUE :

La présente Délibération et le dossier annexé seront publiés sur le Géoportail de l'urbanisme. Ils seront en outre transmis à :

- **Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'Arrondissement de Sélestat-Erstein.**
- **Mesdames et Messieurs les Maires des Communes membres.**
- **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale.**

La présente Délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Sous-Préfecture et du premier jour la publication mentionnée ci-dessus.

Pour compléter l'information du public, la présente Délibération sera affichée durant un mois au siège de la Communauté de Communes de la vallée de Villé et dans les Mairies concernées. Elle fera l'objet d'une mention dans le journal ci-après désigné :

- **Les Dernières Nouvelles d'Alsace**

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal révisé sera tenu à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes de la vallée de Villé et dans les mairies des Communes membres aux jours et heures habituels d'ouverture et à la Préfecture.



Le Président

Serge JANUS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE VILLE
REVISION ALLEGEE N°1 DU PLUi

Suites données aux avis et observations reçus sur le projet de révision allégée du PLUi
--

Le présent document expose les suites données à l'enquête publique sur le projet de PLU et aux consultations qui l'ont précédées.

A – Suites données aux avis formulés par l'autorité environnementale, les personnes publiques associées et consultées :

- A. Avis de la MRAE en date du 30 septembre 2024
- B. Avis du Sous-Préfet en date du 8 juillet 2024 (réunion d'examen conjoint)
- C. Avis de la CDPENAF en date du 5 juillet 2024
- D. Avis de la Collectivité européenne d'Alsace en date du 2 septembre 2024
- E. Avis de la Chambre de commerce et d'industrie en date du 8 juillet 2024 (réunion d'examen conjoint)
- F. Avis de la Chambre d'agriculture en date du 12 juin 2024
- G. Avis du PETR en date du 8 juillet 2024 (réunion d'examen conjoint)
- H. Avis de l'ARS en date du 6 mai 2024

N°	Observations formulées	Compléments apportés par la communauté de communes dans le mémoire en réponse au commissaire enquêteur	Avis du commissaire-enquêteur	Proposition de réponse présentée au Conseil communautaire
A	Compléter l’OAP par une note explicative indiquant la surface du secteur, décrivant les principes d’aménagement (desserte et organisation de la voirie, les mesures environnementales et d’insertion paysagère...).	<p>Dans le cadre de la révision allégée n°1, la surface constructible en UX au sud de l’entreprise a été réduite et celle à l’ouest augmentée afin de tenir compte des enjeux environnementaux du secteur.</p> <p>De plus, une nouvelle OAP a été élaborée. Il est proposé que celle-ci soit complétée sur le modèle des autres avec notamment les éléments écrits suivants :</p> <p>« Surface : 8,7 ha</p> <p>Programmation : activité économique</p> <p>Principes d’aménagement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insertion paysagère et architecturale <ul style="list-style-type: none"> - Transition paysagère entre la prairie, la haie et l’entreprise - Végétalisation par une frange végétale d’arbustes et de buissons - Recépage d’arbres • Desserte et organisation viaire : <ul style="list-style-type: none"> - Perméabilité du stationnement - Desserte à proximité immédiate des bâtiments sur un espace déjà stabilisé - • Mesures d’intégration environnementale <ul style="list-style-type: none"> - Zone de gestion des eaux pluviales - Préservation des prairies (au sud) » <p>Les intitulés de la légende évoluent : « secteur à restaurer comprenant un bassin d’orage » est remplacé par « zone de gestion durable des eaux pluviales » et « buissons » par « espace à arborer »</p>	<p>Le Commissaire Enquêteur note que la Communauté de communes a répondu de manière argumentée aux points soulevés par la MRAe qu’il s’agisse de la description de l’OAP et de la confirmation de la non-urbanisation de la zone A reclassée en UX du fait de son inclusion dans la zone « rouge » du PPRI du Giessen.</p> <p>Cette description de l’OAP ne s’est toutefois pas traduite dans la note de présentation du dossier d’enquête. La Communauté de communes précise également que la séquence ERC (éviter, réduire, compenser) a bien été étudiée notamment pour les zones humides des parcelles concernées. De fait, le CE note qu’il y a eu compensation, une zone A ayant été créée en compensation de la zone UX créée, dans un ratio d’un pour un : le CE s’interroge toutefois si le ratio de compensation est en adéquation avec le guide de mai 2021 du Ministère de la transition écologique qui propose une approche standardisée du dimensionnement de la compensation écologique. Cette approche fonde ses étapes sur la base des articles cadres L.110-1 et L.163-1 du Code de l’environnement.</p> <p>Le CE note enfin que les pollutions anciennes sont suivies réglementairement par la DREAL et que l’entreprise semble être attachée à diminuer autant que faire se peut le risque pour la santé causé par les polluants résiduels. Concernant la recommandation de la MRAe de reconsidérer le périmètre d’étude de la révision allégée en l’élargissant au périmètre de l’OAP et de procéder à une évaluation environnementale sur ce périmètre élargi et en conséquence d’être ressaisie sur le dossier ainsi complété: sur ce sujet, le commissaire enquêteur est en phase avec la réponse de la Communauté de communes : La collectivité indique que les impacts sur les zones UX ont déjà été étudiés dans le cadre de l’évaluation environnementale réalisée pour l’élaboration du PLUi (en 2019). Pour le commissaire enquêteur, il est pertinent que l’évaluation environnementale de la révision allégée n°1 se soit concentrée sur les zones avec des impacts négatifs.</p>	Il est proposé de prendre en compte ces remarques en faisant évoluer l’OAP.
A	<p>Reconsidérer le périmètre d’étude de la révision allégée en l’élargissant au périmètre de l’OAP et procéder à une évaluation environnementale sur ce périmètre élargi. Elle recommande en conséquence d’être ressaisie sur le dossier ainsi complété.</p> <p>Afin de reconstituer un dossier à l’échelle de l’OAP, l’autorité environnementale recommande principalement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élargir l’évaluation des incidences Natura 2000 ; - Préserver le réservoir de biodiversité « vallées du Giessen et de la Lièpvrette » ; - Procéder à une étude de détermination des zones humides, et le cas échéant, mettre en œuvre la 	<p>Tout d’abord, la collectivité indique que les impacts sur les zones UX ont déjà été étudiés dans le cadre de l’évaluation environnementale réalisée pour l’élaboration du PLUi. L’évaluation environnementale de la révision allégée n°1 a été proportionnée aux enjeux et concentrée sur les zones avec des impacts négatifs.</p> <p>Comme indiqué notamment en page 11 de la note de présentation, une étude zone humide a été réalisée en juin 2023 en par le bureau d’études ARCHIMED. La séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) est présentée en pages 48 et 49 de la note de présentation.</p>	<p>Le commissaire enquêteur estime également que, de fait, la zone reclassée en UX est « protégée » de toute urbanisation, car cette zone est incluse dans la partie « rouge clair » du PPRI (plan de prévention des risques naturels d’inondation) du Giessen, donc non urbanisable.</p>	<p>Il n’est pas proposé de faire évoluer le PLUi sur ce point. Celui-ci a été traité lors de l’élaboration du PLUi.</p> <p>La collectivité précise d’une part qu’aucun développement de l’urbanisation ne sera réalisé en zone rouge clair du PPRI et d’autre part que les incidences sur l’activité agricole seront positives dans la mesure où les parcelles reclassées de UX en A ont une meilleure valeur agronomique que celles reclassées de A en UX.</p>

	<p>séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rappeler le principe d’interdiction du développement de l’urbanisation dans la partie non encore aménagée (zone rouge clair au PPRI du Giessen) ; - Évaluer les incidences sur l’activité agricole ; - Compléter le dossier par une analyse de l’augmentation des GES et des polluants atmosphériques induits et par les mesures permettant de les compenser, si possible localement 	<p>Ensuite, pour rappel, le réservoir de biodiversité « vallées du Giessen et de la Lièpvrette » est préservé par l’ajout d’une OAP sur le secteur concerné par l’évolution du PLUi avec notamment la restauration du secteur par le bassin d’orage, la frange végétale et les buissons.</p> <p>Les caractéristiques du bassin d’orage sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volume de rétention : 635 m3 • Etanchéité naturelle (pas de géomembrane à base de produit non naturel) • Débit de vidange : 15 litres / seconde conformément à la réglementation <p>Même si la révision allégée n°1 du PLUi reclasse des parcelles classées en A en UX, aucun développement de l’urbanisation ne sera réalisé en zone rouge clair du PPRI du Giessen. Il s’agit simplement de créer une voie d’accès au contact immédiat de l’entreprise. Comme l’indique l’OAP, la partie ouest de la nouvelle zone UX ne sera pas urbanisée.</p> <p>Enfin, la collectivité précise que les incidences sur l’activité agricole seront positives dans la mesure où les parcelles reclassées de UX en A ont une meilleure valeur agronomique que celles reclassées de A en UX.</p>		
A	<p>Au droit du site concerné par l’extension de la zone UX, réévaluer l’impact de l’extension de la zone UX sur la santé, compte tenu de la proximité d’habitations et de la présence de sols pollués au droit du site (évaluation quantitative des risques sanitaires, plan de gestion pour les mesures éventuelles avec analyse des risques résiduels).</p>	<p>L’intercommunalité indique à la MRAE que l’évolution du PLU concerne un secteur se situant à plus de 100 m de la zone UB. L’extension de la zone UX concerne le secteur à l’ouest de l’entreprise. Elle ne s’approche donc pas de la zone UB. La proximité avec le stade ne crée pas d’impact dans la mesure où il ne s’agit pas d’une habitation. La maison située en zone A à 20 m du nouveau secteur UX est moins impactée qu’avant la révision allégée grâce à l’élaboration de l’OAP et notamment la frange végétale avec des arbustes et le bassin d’orage. Ceux-ci font tampon, sans possibilité de construction ni d’aménagement.</p> <p>Par rapport au classement de l’entreprise en tant qu’ICPE, l’intercommunalité précise que le site de Triembach est déclaré aux ICPE comme DC (Déclaration avec Contrôle).</p> <p>Les rubriques ICPE concernées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2560-2 - Travail mécanique des métaux et alliages • 2564-A : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques : • Installation de dégraissage située au sein de l’atelier usinage (2560) • 2910-A-2 : installations de combustion – chaudières 		<p>Il est proposé de compléter la note de présentation en ajoutant les compléments d’information et de diagnostic fournis par l’entreprise.</p>

		<p>gaz et biomasse</p> <p>Les dernières déclarations effectuées sont le :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10/12/2019 : Rubrique 2910 déclaration des 2 chaudières gaz • 13/07/2020 : déclaration de modification d'une installation : projet de construction de 2 nouveaux bâtiments + démolition d'un bâtiment • 23/02/2021 : Déclaration quinquennale • 20/04/2021 : déclaration de modification d'une installation : <ul style="list-style-type: none"> ○ Rubrique 2560 : augmentation de la puissance des machines ○ Rubrique 2564 : changement de process de dégraissage des métaux, • 06/05/2021 : demande de contrôle ICPE rubriques 2560 + 2564 + 2910 (APAVE) • 29/06/2022: contrôle complémentaire APAVE NCM: Non-conformités Majeures levées. <ul style="list-style-type: none"> ○ Rubrique 2560 ○ Rubrique 2564 • 20/04/2023 : déclaration de modification d'installation <ul style="list-style-type: none"> ○ Rubrique 2910-A : chaudière biomasse (nouveau bâtiment) • 09/10/2023 au 09/11/2023 : mesurages impact sonore environnemental par le Laboratoire DBI <p>Concernant les interrogations de la MRAE sur la pollution des sols, la communauté de communes en lien avec l'entreprise Bürkert apporte les précisions suivantes.</p> <p>- Types de pollution</p> <p>Le site est principalement contaminé par des Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV), résultant d'activités industrielles passées, principalement liées à l'utilisation de solvants chlorés pour le nettoyage ou le dégraissage. Les principaux polluants identifiés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tétrachloroéthylène (PCE) • Trichloroéthylène (TCE) • Cis-1,2-dichloroéthylène (Cis DCE) • Chlorure de vinyle (CV) <p>Ces substances ont été utilisées historiquement sur le site, pour des opérations de dégraissage industriel. Le Cis-1,2-dichloroéthylène (Cis DCE) et le Chlorure de vinyle (CV), bien qu'ils ne soient pas utilisés directement sur le site, sont des produits de dégradation naturelle des solvants chlorés tels que le PCE et le TCE dans l'environnement. Ces produits de dégradation apparaissent au fil du temps sous l'effet de processus chimiques dans les sols et les eaux souterraines.</p> <p>- Historique des Démarches de Dépollution</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Identification Initiale et Évaluation : La pollution par les solvants chlorés a été découverte en janvier 1998. Depuis, BURKERT a engagé une série d'investigations pour caractériser l'étendue de la pollution et 		
--	--	--	--	--

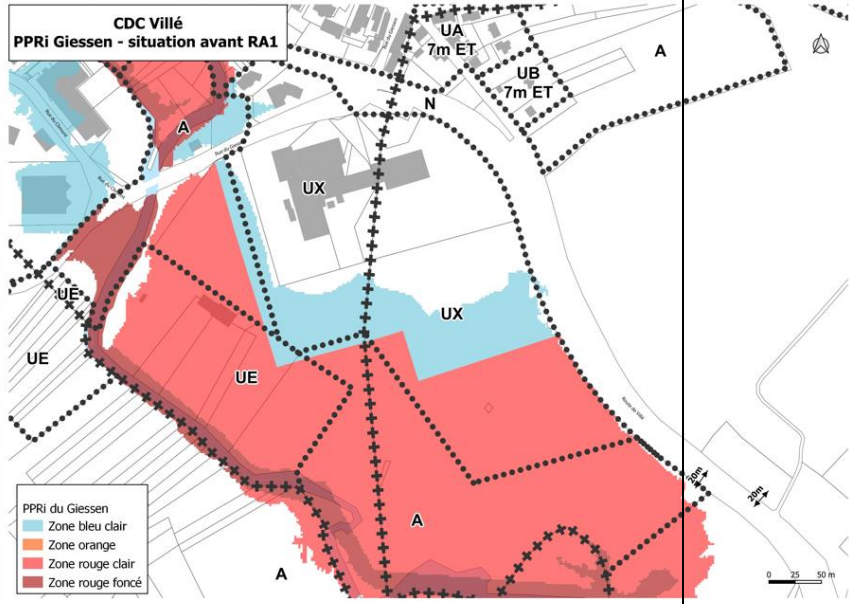
		<p>évaluer les risques associés.</p> <ul style="list-style-type: none">○ Technologies de Traitement Utilisées : Jusqu'en 2010, une technologie de Venting a été utilisée pour extraire les composés volatils des sols. Depuis 2007, un système de stripping des eaux souterraines a été installé pour traiter spécifiquement les COHV. Ce système est actuellement utilisé pour extraire les solvants chlorés des eaux souterraines, en particulier dans la zone Nord-Est du site, où les concentrations de polluants restent les plus élevées.○ Si la zone Patio est aujourd'hui globalement traitée, la zone Nord-Est reste sous traitement en raison de concentrations de polluants.○ Arrêté préfectoral de 2010 : Les activités de dépollution et de surveillance du site sont régies par un arrêté préfectoral en vigueur depuis mai 2010. Cet arrêté encadre les exigences de traitement et de surveillance environnementale du site, incluant des campagnes de prélèvement trimestrielles et semestrielles pour suivre les concentrations de COHV dans les sols et les eaux souterraines.○ En 2023, un test d'arrêt de la station de traitement a été effectué du 02 avril au 04 octobre 2023 avec l'accord de la DREAL. Ce test visait à évaluer si la pollution pouvait être stabilisée sans traitement actif. Cependant, une augmentation des concentrations de COHV a été observée, notamment en TCE et chlorure de vinyle, ce qui a conduit à la relance de la station de traitement, sous conseil de BURGEAP. <p>En matière de coordination avec la DREAL et les partenaires, une réunion est prévue avec la DREAL, à laquelle participeront également le groupe de travail de l'entreprise. Cette réunion a pour but de discuter de l'évolution des auto surveillances, de l'efficacité de la dépollution, des effets rebonds liés à l'arrêt temporaire, et de la possibilité de démonter la station de dépollution si les conditions le permettent.</p> <p>L'entreprise Bürkert a engagé des discussions avec des bureaux d'études spécialisés. Ces échanges ont abouti à la réception de devis et de propositions pour réévaluer l'historique de la pollution et proposer de nouvelles stratégies de dépollution. Toutefois, aucune action n'a encore été entreprise, préférant attendre les résultats de la réunion avec la DREAL avant de décider des prochaines étapes.</p>		
A	Compléter la note de présentation par des données sur la qualité des eaux souterraines et des informations sur la vulnérabilité de la nappe au droit du site.	En matière de qualité des eaux souterraines, les dernières campagnes de surveillance sur le site Bürkert, notamment celle de juin 2024, ont révélé plusieurs points essentiels concernant		Il est proposé de compléter la note de présentation en ajoutant les compléments d'information et de diagnostic fournis par l'entreprise.

		<p>la qualité des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Polluants Recherchés : les composés organo-halogénés volatils (COHV), y compris le Tétrachloroéthylène (PCE), le Trichloroéthylène (TCE), le Cis-1,2-dichloroéthylène (Cis DCE), et le Chlorure de vinyle (CV), restent les principaux polluants identifiés et surveillés dans les eaux souterraines.o Résultats des analyses :o Les concentrations de ces composés varient en fonction des zones sur le site, avec des niveaux particulièrement élevés en amont hydrogéologique (Pzb5) et dans la zone Nord-Est (Pzb4'). Par exemple, le TCE a été mesuré à 733 µg/l en amont hydrogéologique, tandis que le Cis DCE a atteint 552 µg/l.o En revanche, les piézomètres situés en aval hydrogéologique (Pzb6bis, Pzb3bis, et Pzb9ter) montrent des concentrations de polluants soit très faibles soit inférieures aux limites de quantification, indiquant une efficacité relative du système de traitement dans ces zones.o Par ailleurs, il est important de noter que aucune pollution n'a été détectée à l'extérieur du site. <p>Concernant la vulnérabilité de la nappe et le contexte hydrogéologique, le site de Bürkert présente des caractéristiques géologiques et hydrogéologiques spécifiques qui influencent la vulnérabilité de la nappe phréatique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Système aquifère et lithologie :<ul style="list-style-type: none">o Le site repose sur des alluvions fluviales d'âge quaternaire déposées par le Giessen. La lithologie est assez hétérogène, comprenant des limons sableux ou argileux jusqu'à une profondeur de 5 mètres, reposant sur des marnes compactes.o La nappe d'accompagnement du Giessen, de faible puissance, est semi-captive sous l'horizon argilo-limoneux, ce qui la rend vulnérable à la migration des polluants, notamment en direction du sud-sud-ouest, comme le montre le sens d'écoulement des eaux souterraines.- Contexte environnemental et usage des sols :<ul style="list-style-type: none">o La nappe suit le tracé du Giessen, qui est situé à environ 200 mètres en aval hydrogéologique du site. Le site en lui-même est partiellement recouvert par des enrobés ou du béton, limitant partiellement les infiltrations directes.o Le contexte géographique montre qu'il n'y a pas d'enjeu hors site immédiat concernant la pollution, car la zone hors site au Sud-Est appartient à la propriété foncière de BURKERT. Cela réduit les risques de contamination des terrains environnants non contrôlés par l'entreprise.		
--	--	--	--	--



N°	Observations formulées	Compléments apportés par la communauté de communes dans le mémoire en réponse au commissaire enquêteur	Avis du commissaire-enquêteur	Proposition de réponse présentée au Conseil communautaire
B	Informe que la CDPENAF a donné un avis favorable à l’unanimité à la procédure.		Le commissaire enquêteur note que la Communauté de communes a pris en compte la demande de l’ARS	Pas de proposition attendue
B	Supprimer sur le zonage, l’aplat relatif à « l’espace contribuant aux continuités écologiques » qui se superpose à la partie UX			Il est proposé de prendre en compte cette remarque en faisant évoluer le règlement graphique.
B	Regrette que les études environnementales réalisées sur le périmètre intercommunal, lors de l’élaboration du PLUi, ne concernent pas la zone UX.	La collectivité a réalisé les études environnementales sur les zones d’extension futures mais pas sur les zones U.		Pas de proposition attendue
B	En terme d’exploitation agricole, plus intéressant d’exploiter la partie Sud que la partie Ouest.			Pas de proposition attendue
B	Indique que l’ARS a précisé que la maison située en zone A (à, proximité de l’entreprise) est habitée.	La collectivité précise que la maison située en zone A à 20 m du nouveau secteur UX est moins impactée qu’avant la révision allégée grâce à l’élaboration de l’OAP et notamment la frange végétale avec des arbustes et le bassin d’orage. Ceux-ci font tampon, sans possibilité de construction ni d’aménagement.		Pas de proposition attendue
C	Note que le reclassement du secteur A en secteur UX est compensé dans les mêmes proportions, à proximité et sur des habitats similaires. Identifie que les terrains reclassés se situent tous deux en zone rouge clair du PPRI. Relève que le projet s’apparente à une régularisation. Avis favorable.			Pas de proposition attendue
D	Aucune observation à formuler			Pas de proposition attendue
E	Conseille d’ajouter à l’OAP une partie écrite donnant des précisions sur la vocation économique (sur le modèle des autres). La partie graphique pourraient évoluer avec : <ul style="list-style-type: none"> - Des formulations plus globales : « zone de gestion durable des eaux pluviales » plutôt que « bassin d’orage », « espace à arborer » plutôt que « buissons ». - La représentation de la « frange végétale » par un aplat plutôt qu’un trait La CCI s’interroge sur l’ajout d’une transition paysagère entre la prairie, la haie et l’entreprise. La CCI souhaite qu’il soit précisé la perméabilité du stationnement.	Il est proposé que l’OAP soit complétée sur le modèle des autres avec notamment les éléments écrits suivants : <p>« Surface : 8,7 ha</p> <p><i>Programmation : activité économique</i></p> <p><i>Principes d’aménagement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Insertion paysagère et architecturale</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Transition paysagère entre la prairie, la haie et l’entreprise</i> - <i>Végétalisation par une frange végétale d’arbustes et de buissons</i> - <i>- Recépage d’arbres</i> • <i>Desserte et organisation viaire : perméabilité du stationnement</i> • <i>Mesures d’intégration environnementale</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Zone de gestion des eaux pluviales</i> - <i>Préservation des prairies (au sud) »</i> Les intitulés de la légende évoluent : « secteur à restaurer comprenant un bassin d’orage » est remplacé par « zone de gestion durable des eaux pluviales » et « buissons » par « espace à arborer »	Concernant la Révision Allégée n°1, le commissaire enquêteur note que la Communauté de communes prend en compte les demande de la CCI (notamment pour l’OAP à créer, l’ajout d’une partie écrite donnant des précisions sur la vocation économique et que des formulations plus globales soient employées : « zone de gestion durable des eaux pluviales » plutôt que « bassin d’orage », « espace à arborer » plutôt que « buissons » etc.).	Il est proposé de prendre en compte ces remarques en faisant évoluer l’OAP.


N°	Observations formulées	Compléments apportés par la communauté de communes dans le mémoire en réponse au commissaire enquêteur	Avis du commissaire-enquêteur	Proposition de réponse présentée au Conseil communautaire
F	<p>Pas d'observations particulières à formuler. Les modifications apportées au zonage sont sans effet sur les espaces agricoles, le reclassement en zone urbaine de la partie Nord étant compensé par le déclassement d'une surface équivalente (et plus "fonctionnelle") au Sud de la zone. Il apparaît en outre d'après les photos aériennes que le secteur a déjà perdu sa vocation agricole du fait du démarrage des travaux."</p> <p>Nous ajoutons simplement que d'une manière générale, nous invitons les collectivités à anticiper ce type de démarche pour éviter de faire des travaux et les régulariser par la suite.</p>	La collectivité est pleinement consciente de la chronologie de la procédure.		Pas de proposition attendue
G	La modification du périmètre de la zone UX afin de permettre le développement de l'entreprise Bürkert participe ainsi à la mise en œuvre du SCoT.			Pas de proposition attendue
G	<p>L'extension de la zone UX à l'Ouest de l'entreprise est compensée par la réduction, d'une surface égale, au sud. Ainsi, cette révision allégée n'entraînera pas l'inscription de surfaces UX supplémentaires.</p> <p>La réalisation du projet entraine toutefois une consommation effective d'espace agricole, surface qui sera décomptée de l'enveloppe allouée au territoire pour la période 2021-2031, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs fixés par la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021.</p>			Pas de proposition attendue
G	<p>L'aménagement d'une haie arborée en accompagnement de la nouvelle voie d'accès (cf. l'OAP) contribue à la mise en œuvre de l'objectif fixé par le SCoT.</p> <p>Le développement de l'entreprise à l'Ouest plutôt qu'au Sud limite l'impact sur le paysage, en entrée de ville, au niveau de la RD424, qui est considérée par le SCoT comme un « axe structurant de découverte à traiter qualitativement ».</p>			Pas de proposition attendue
G	L'entreprise Bürkert est située à proximité d'un arrêt de bus. Le développement de l'emploi dans cette zone est donc pertinent en termes d'accessibilité. Inversement, la concentration d'emplois dans cette zone est également un atout pour développer à l'avenir la desserte en transports en communs, dans le cadre de la prise de la compétence mobilité par le PETR.			Pas de proposition attendue
G	Concernant le volet environnement, les éléments présentés dans le projet de révision allégée ne remettent pas en cause la compatibilité du PLUi avec le SCoT de Sélestat et sa Région approuvé en 2013 ou avec le PCAET approuvé en 2022. Les aménagements prévus par l'entreprise au niveau du bassin d'orage viennent valoriser le site.			Pas de proposition attendue
H	Demande de compléter l'OAP par une note explicative indiquant la surface du secteur, décrivant les principes d'aménagement (desserte et organisation de la voirie, les mesures environnementales et d'insertion paysagère...).		Le commissaire enquêteur note que la Communauté de communes prévoit de compléter l'OAP concerné <u>e</u> .	Il est proposé de prendre en compte ces remarques en faisant évoluer l'OAP .

B – Suites données aux observations formulés par le public durant l’enquête publique :

N°	Observations formulées	Compléments apportés par la communauté de communes dans son mémoire en réponse au commissaire enquêteur	Avis du commissaire-enquêteur	Proposition de réponse présentée au Conseil communautaire
6	Valide la révision et la modification du PLUi à condition de réparer et compenser obligatoirement les dommages causés par les travaux de 2021.	<p>Les éléments indiqués concernent les mesures compensatoires liées au permis de construire et non la révision allégée n°1.</p> <p>La communauté de communes réitère son attachement fort à la préservation de son environnement. C’est d’ailleurs dans cet objectif que la partie au sud de l’entreprise, située initialement en UX, est reclassée en A car elle est plus riche au niveau environnemental que celle à l’ouest, reclassée d’A en UX. L’évolution du zonage est donc positive pour le secteur.</p>	Le Commissaire enquêteur prend acte de la réponse de la Communauté de communes. Voir également l’avis du Commissaire enquêteur à la contribution n°9.	Pas de proposition attendue
7	Exprime sa solidarité avec la position exprimée par Alsace Nature. Il lui semble essentiel que l’ensemble de ces secteurs (zones humides répertoriées comme telles) soit exclu de toute zone à vocation constructible ou industrielle.	<p>Précisons que les choix d’urbanisation future ont été validés lors de l’élaboration du PLUi.</p> <p>La présente modification n’aborde pas cette thématique</p>	Le Commissaire enquêteur prend acte de la réponse de la Communauté de communes. Voir également l’avis du Commissaire enquêteur à la contribution n°9.	Pas de proposition attendue
8	Réduire la zone UX située au sud de l’entreprise (car prairies humides rendues au moins pour partie inconstructibles par le PPRI de 2021)	<p>Dans le cadre de la révision allégée n°1, la partie au sud de l’entreprise, située initialement en UX, est reclassée en A car elle est plus riche au niveau environnemental que celle à l’ouest, reclassée d’A en UX.</p> <div><p>CDC Villé PPRI Giessen - situation avant RA1</p><p>PPRI du Giessen Zone bleu clair Zone orange Zone rouge clair Zone rouge foncé</p><p>Extrait du zonage avant la révision allégée n°1</p></div>		En amont d’une prochaine évolution du PLUi, il est proposé d’engager des réflexions relatives au reclassement en N ou A de tout ou partie de la zone « rouge clair » du Plan de Protection des Risques d’Inondation (PPRI) du Giessen, en concertation avec l’entreprise Bürkert.

N°	Observations formulées	Compléments apportés par la communauté de communes dans le mémoire en réponse au commissaire enquêteur	Avis du commissaire-enquêteur	Proposition de réponse présentée au Conseil communautaire
9	Signale le caractère très incomplet de l'OAP, la nécessité de conduire d'autres modifications réglementaires et des compensations à la hauteur des atteintes environnementales du secteur	Voir les propositions à l'observation n°7	Il semble que la Communauté de communes fait plutôt référence aux propositions faites en réponse à la contribution n°8.	En amont d'une prochaine évolution du PLUi, il est proposé d'engager des réflexions relatives au reclassement en N ou A de tout ou partie de la zone « rouge clair » du Plan de Protection des Risques d'Inondation (PPRI) du Giessen, en concertation avec l'entreprise Bürkert.
9	<p>Ne conteste pas le bien-fondé de cette entreprise innovante (économie locale, emplois, etc.) mais ne partage pas la méthodologie relative aux travaux de voirie, aux études inadaptées ou réalisées pendant ou après les travaux, à la destruction d'espèces protégées, aux compensations incomplètes et insuffisantes et à la révision allégée.</p> <p>Indique que les prairies humides du Giessen sont un « hotspot » européen de la biodiversité.</p> <p>Indique aussi que les prairies Bürkert sont d'une grande richesse floristique (relevés au printemps 2024 identifiant la Scorsonère humble et l'Oenanthé à feuilles de Peucedan / plantes protégées en Alsace)</p> <p>Indique l'historique des procédures d'urbanisme et diverses autorisations</p> <p>S'interroge sur la commande et la qualité des études environnementales</p> <p>S'interroge sur travaux réalisées en septembre-octobre 2021.</p>	<p>La révision allégée proposée permet de mettre en conformité l'entreprise par rapport au document d'urbanisme pour ses voiries complémentaires, suite aux travaux d'extension et pour son bassin d'orage obligatoire par rapport aux travaux réalisés en 2021.</p> <p>Les études environnementales utilisées se sont basées sur les informations du BE Archimed qui a traité la partie environnementale liée à l'extension de l'entreprise et par une intervention du BE Climax qui s'est appuyé sur la publication et ses connaissances du terrain pour faire ses préconisations.</p> <p>Les prairies du Giessen sont de grande valeur en matière de biodiversité. La collectivité s'investit à les préserver à travers ses nombreux engagements dans les programmes Natura 2000, MAEC, Floravogésia, etc. Elle est en relation permanente avec les naturalistes locaux.</p> <p>Les travaux réalisés en 2021 l'ont été conformément à un arrêté préfectoral.</p>	<p>De fait, la révision allégée a pour objet de régulariser la construction (déjà réalisée) d'une voie de desserte (interne à l'entreprise) en zone A, zone A qui réglementairement ne permet pas de le faire. Une zone classée UX (appartenant à l'entreprise Bürkert) sera reclassée en zone A en compensation de la zone A reclassée en zone UX.</p> <p>Le commissaire enquêteur estime que la Communauté de communes pourrait d'ores et déjà réfléchir, en concertation avec le propriétaire, à classer en zone N (ou A) la zone « rouge clair » du PPRI qui réglementairement correspond à la zone non urbanisée, concernée par un aléa d'inondation Faible à Moyen. En outre, cette zone regroupe des espaces naturels ou agricoles. Comme pour la zone rouge foncé, ces secteurs remplissent une fonction de stockage d'eau en cas de crue, et à ce titre, il convient de les préserver. En outre, les principes d'aménagement de l'OAP pourraient utilement être complétés par les dispositions du PPRI du Giessen (approuvé le 1er avril 2021) qui s'appliquent sur les parcelles (ou parties de parcelles) identifiées en zone « rouge clair ». Il s'agit, en outre, une recommandation de la MRAE dans son avis du 19 juin 2024 (page 12/14).</p> <p>Enfin, la Communauté de communes précise que la séquence ERC (éviter, réduire, compenser) a bien été étudiée notamment pour les zones humides des parcelles concernées. De fait, le commissaire note qu'il y a eu compensation, une zone A ayant été créée en compensation de la zone UX créée, dans un ratio d'un pour un. Toutefois, le Commissaire s'interroge si le ratio de compensation (un pour un) est en adéquation avec le guide de mai 2021 du Ministère de la transition écologique qui propose une approche standardisée du dimensionnement de la compensation écologique. Cette approche fonde ses étapes sur la base des articles L.110-1 et L.163-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Le commissaire enquêteur prend acte de la réponse de la Communauté de communes et note qu'elle reprendra positivement à la plupart des demandes du requérant à l'occasion de la prochaine révision du PLUi.</p> <p>Les demandes d'autres mesures compensatoires sont hors du champ de la présente enquête publique.</p>	
9	<p>Est favorable à l'approbation de la révision allégée (car travaux achevés) uniquement à condition des réparations et de compensations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reclasser la partie en zone UX qui se trouve dans le PPRI en N - Réduire la zone UE en rive droite du Giessen pour préserver le corridor TVB contigüe à la rivière - Ouvrir un corridor entre Saint-Maurice – alluvial et Saint-Maurice-source pour faciliter une nouvelle connexion - Végétaliser le bassin d'orage de l'entreprise par de la prairie à Sanguisorbes (avec gestion adaptée aux azurés) - Elargir l'évaluation environnementale à l'ensemble du site (corridor du Giessen, zone UE, prairies Bürkert, secteur limitrophe CEN Alsace, etc.) 	<p>La collectivité précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de la révision du SCOT et de la mise en compatibilité du PLUi, les périmètres des zones UX seront questionnés à la baisse - la réduction de la zone UE sera étudiée lors de l'une des prochaines évolutions du PLUi - l'ouverture d'un corridor entre Saint-Maurice – alluvial et Saint-Maurice-source est en cours de réflexion - un plan de gestion est en cours d'élaboration par l'entreprise. Le plan de gestion sera réalisé et suivi en lien avec la collectivité et les associations environnementales - lors des évolutions futures du PLUi, des évaluations environnementales seront réalisées, si nécessaires. 		
9	<p>Demande d'autres mesures compensatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre les mesures compensatoires de la déviation de Châtenois validées à Neubois en N inconstructible - Mettre les mesures compensatoires de la piste cyclable ZAIM-Maisonsgoutte en N inconstructible 			

N°	Observations formulées	Compléments apportés par la communauté de communes dans le mémoire en réponse au commissaire enquêteur	Avis du commissaire-enquêteur	Proposition de réponse présentée au Conseil communautaire
10	Est consternée par l’artificialisation par l’artificialisation et la destruction de certaines prairies humides à l’automne 2021. Soutient les revendications d’Alsace Nature. Attend une compensation Natura 2000 des prairies perdues pour la biodiversité et une étude environnementale avant tout projet visant à détruire les sols et les milieux.	Voir les propositions de l’observation n°9	Le Commissaire enquêteur prend acte de la réponse de la Communauté de communes.	En amont d’une prochaine évolution du PLUi, il est proposé d’engager des réflexions relatives au reclassement en N ou A de tout ou partie de la zone « rouge clair » du Plan de Protection des Risques d’Inondation (PPRI) du Giessen, en concertation avec l’entreprise Bürkert.
11	Observations en complément de celles d’Alsace Nature. Signale un problème de gouvernance car aucune présentation n’a été faite	Informations, présentations et délibérations faites : <ul style="list-style-type: none">- en conseil communautaire les 24/11/2023, 28/03/2024- lors de la concertation de décembre 2023 à mars 2024- En conférences des Maires : les 08/11/2021, 13/06/2022, 03/07/2023 et 15/01/2024	Le Commissaire enquêteur prend acte de la réponse de la Communauté de communes. Concernant le site internet de la Communauté de communes, le commissaire a constaté la présence de l’information de l’ouverture de la présente enquête publique de même que l’ouverture de la phase de concertation relative à la révision allégée n°1 du PLUi. lien : https://cdc.valleedeville.fr/amenagement environnement/ Le Commissaire enquêteur prend acte de la réponse de la Communauté de communes, réponse qui n’appelle pas de commentaire particulier.	Pas de proposition attendue
11	Déplore le non renseignement de l’onglet « urbanisme » du site internet de la Communauté de Communes	La Collectivité a renseigné régulièrement son site internet.  Capture d’écran faite le 16/02/2024  Capture d’écran faite le 29/10/2024		

		<p>s'ajoutent à ceux des sites de rivières, se-Maurice, Fouchy, Neuve-Eglise et celui qui se trouve dans les locaux de la MJC pour un total à la rentrée 2022 de 272 places. Selon les critères choisis par les familles, le nombre d'enfants accueillis dépasse les 450 auxquels s'ajoutent l'accueil familial et celui du Réseau d'assistantes maternelles indépendantes.</p>  <p>ÉCOLE ET PÉRIODICITÉ DE DÉFENSE AU VAL</p> <p>S'ouverture attendue du périscolaire de Maisongoutte dans le cadre de la construction d'une école intercommunale augmentera la capacité d'accueil de 120 places sachant qu'un projet à l'échelle du Bourg-centre est actuellement à l'étude dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain », il permettra également de soulager les tensions.</p> <p>Si la vallée de Villé peut, à juste titre, se réjouir du nombre de jeunes enfants amenés à grandir sur son</p> <p>LE PLUI DE LA VALLÉE DE VILLÉ: UN DOCUMENT D'URBANISME AMENÉ À ÉVOLUER ET À S'ADAPTER</p> <p>Approuvé le 12 décembre 2019, Le PLUI (Plan local d'Urbanisme intercommunal) va être modifié au cours des 4 prochaines années.</p> <p>Des ajustements locaux, de nouveaux projets dans les communes mais surtout la loi Climat et Résilience du mois d'août 2022 nécessitent une évolution de ce document d'Urbanisme.</p> <p>Après 3 années de mise en application du PLUI de la vallée de Villé, qui a remplacé les 18 anciens documents d'urbanisme des communes (POS, PLU ou cartes communales), il s'avère qu'il est nécessaire d'y apporter des améliorations.</p>  <p>Bulletin intercommunal de la Vallée de Villé - Numéro 40 - Janvier 2023</p> <p>15</p> <hr/> <p>De ce fait, il est prévu 3 niveaux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une procédure de modification votée par le conseil communautaire le 30 septembre 2022 pour affiner le règlement et des ajustements de zonage urbains. Une procédure de révision simplifiée ou de déclaration de projet sur les sujets économiques ou sur demande spécifique des communes. Une procédure de révision générale pour mettre le PLUI en conformité avec la Loi Climat et Résilience à l'horizon 2026. <p>La règle de base pour tous ces ajustements est de ne pas impacter de nouvelles surfaces agricoles et de surfaces forestières ou naturelles sans compensation.</p> <p>La Loi Climat et Résilience prévoit de diminuer par 2 la consommation urbaine de 2011 à 2021 sur la période 2021-2021.</p> <p>Un sacré challenge pour maintenir le triptyque économique, social et environnemental du développement durable dans la vallée de Villé.</p> <p>S. JANUS et T. FROELICHER</p> <p>LA PISCINE : UN SECTEUR QUI FORME ET RECRUTE</p> <p>Un sport, une passion, une formation, un métier</p> <p>Les piscines et centres aquatiques sont surveillés par des Maîtres Nageurs Sauveteurs.</p> <p>C'est un secteur qui forme et qui recrute.</p> <p>La première étape est le Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique. Avec ce « Brevet », il est possible de surveiller les plans d'eau, les plages en bord de mer d'accès non payant, ainsi que les piscines et centres aquatiques sur autorisation ou dérogation préfectorale. C'est un job idéal en saison estivale. Le Centre Nautique Aqualibres</p> <p>recrute des « BNSEA » pour l'été, mais aussi pour l'hiver afin de renforcer l'équipe en place.</p> <p>Vient ensuite le SPIEPS AM (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport, des Activités Aquatiques et de la Natation).</p> <p>Cette formation diplômante est dispensée par un organisme de formation tel que le Crops de Strasbourg. Elle dure environ 2 ans et comprend l'apprentissage. Aqualibres forme et recrute des jeunes en apprentissage. Leur formation est alors intégralement prise en charge par la structure.</p> <p>C'est un métier Passionnant, en lien direct avec les différents publics.</p> <p>C'est un métier Gratifiant, avec l'enseignement de la natation.</p> <p>C'est un métier de Responsabilité avec la surveillance des différents publics, le MNS est le garant de la sécurité de la piscine.</p> <p>L'animation des différentes séances de remise en forme ou de bien-être fait également partie de ce beau métier.</p> <p>Ce métier recrute partout en France, et c'est le cas au Centre Nautique Aqualibres.</p> <p>Pour faire ce métier il faut Aimer les gens et Aimer transmettre et partager.</p> <p>C'est un véritable métier avec bien entendu des contraintes, mais avec tellement de reconnaissance des plus jeunes quand ils savent enfin nager...</p> <p>Avec cette formation, vous êtes assurés de trouver du travail.</p>  <p>J-L. BIANCHI</p> <p>Bulletin intercommunal de la Vallée de Villé - Numéro 40 - Janvier 2023</p> <p>16</p> <p>Article paru dans le « Comcom' info » (en ligne et dans toutes les boîtes aux lettres) n°40 aux pages 15 et 16</p>	
11	Demande à la Communauté de Communes de suivre la recommandation de la MRAe de revoir certains aspects du dossier et de soumettre à nouveau le dossier	Voir les réponses faites à la MRAE dans le tableau ci-dessus relatif aux Personnes Publiques Associées	Il est proposé de compléter la note de présentation en ajoutant les compléments d'information et de diagnostic fournis par l'entreprise.
11	Considération sur la façon de gérer les démarches ERC par la collectivité	La collectivité est pleinement consciente des démarches ERC et en tient compte dans ses démarches.	Pas de proposition attendue

C – Suites données aux conclusions du commissaire enquêteur :

Dans ses conclusions datées du 29 novembre 2024, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de PLU assorti d’une recommandation et d’une réserve.

N°	Réserve du commissaire enquêteur	Proposition de prise en compte présentée au Conseil communautaire
1	Le commissaire enquêteur demande que la Communauté de communes étudie, en concertation avec l’entreprise Bürkert, la possibilité de classer en zone N (ou A) tout ou partie la zone « rouge clair » du Plan de Protection des Risques d’Inondation (PPRI) du Giessen qui réglementairement correspond à la zone non urbanisée, concernée par un aléa d’inondation Faible à Moyen	Il est proposé d’engager des réflexions relatives au reclassement en N ou A de tout ou partie de la zone « rouge clair » du Plan de Protection des Risques d’Inondation (PPRI) du Giessen, en concertation avec l’entreprise Bürkert.

N°	Recommandation du commissaire enquêteur	Proposition de prise en compte présentée au Conseil communautaire
1	Les principes d’aménagement de l’OAP pourraient utilement être complétés par les dispositions du PPRI du Giessen (approuvé le 1er avril 2021) qui s’appliquent sur les parcelles (ou parties de parcelles) identifiées en zone « rouge clair ». Il s’agit, en outre, d’une recommandation de la MRAE dans son avis du 19 juin 2024	Les dispositions du PPRI sont prises en compte dans le cadre de l’instruction des demandes d’autorisation d’urbanisme, en complément de celles de l’OAP. Il n’est donc pas proposé de compléter en ce sens l’OAP.

Le projet de PLU soumis à l’approbation du Conseil communautaire tient compte des propositions exposées dans le présent document.